

Projet de délibération du Comité

Assemblée générale du 21 novembre 2025

Date de convocation : 14 novembre 2025

Date d'affichage : 14 novembre 2025

Membres	En exercice	143	Vote	Pour	
	Présents			Contre	
	Pouvoirs			Abstention	
	Votants			Total	

Objet : Modifications des attributions de subvention pour les réseaux de distribution de gaz naturel

Le Président rappelle que le SICECO est devenue autorité organisatrice du service public afférent au développement et à l'exploitation du réseau de distribution publique de gaz naturel en introduisant dans ses statuts, en 2008, la compétence optionnelles « Distribution publique de gaz naturel ».

La distribution de gaz de réseau est l'une des composantes de l'organisation énergétique future du territoire pour laquelle la mutualisation des compétences au sein d'une seule autorité organisatrice permet aux collectivités de mieux coordonner leurs actions, de mieux défendre leurs intérêts et ceux de leurs habitants et de contrôler les actions mises en œuvre dans le cadre de la transition énergétique.

Afin de favoriser la constitution de cette autorité organisatrice unique en incitant les communes à confier cette compétence au SICECO Territoire d'Energie Côte d'Or qui représente 65 % des communes desservies, le Président propose, en complément des services dont bénéficient déjà les communes adhérentes (contrôle détaillé de l'activité du concessionnaire, accompagnement technique lors des extensions de réseau de gaz non rentables, mise en place de nouvelles dessertes), de modifier les aides financières pour certains travaux liés au gaz distribué.

1. Extensions du réseau dans une commune déjà desservie :

Pour chaque dossier d'extension de réseau, le concessionnaire effectue un calcul de rentabilité (ratio Bénéfice sur Investissement : B/I). En cas de non-rentabilité, le décret du 28 Juillet 2008 autorise la collectivité à contribuer financièrement pour atteindre le niveau de rentabilité suffisant pour la réalisation des travaux par le concessionnaire.

Le SICECO, en tant qu'autorité concédante, représente la commune vis-à-vis du concessionnaire et établit avec ce dernier une convention financière définissant un montant de contribution publique initiale, des modalités de suivi de la rentabilité de l'opération assorties de conditions de remboursement éventuelle de cette contribution initiale.

Actuellement la participation publique est avancée par le SICECO qui en demande ensuite le remboursement de 50 % de cette contribution dans la limite d'une dépense subventionnable de 40 000 €.

En cas de remboursement total ou partiel par le concessionnaire, le SICECO reverse 50% du remboursement à la commune.

Cette participation du SICECO est exclusivement réservée aux communes ayant transféré la compétence optionnelle « distribution de gaz naturel ».

Cette aide ne serait pas modifiée.

2. Branchements gaz

Par analogie avec les décisions prises en Assemblée générale du Comité du SICECO concernant les branchements électriques, il est proposé d'aider les adhérents du SICECO, communes et EPCI, en prenant en charge 40% du montant total HT (au lieu de 42% précédemment) des travaux de branchement gaz, justifiés par la facture GRDF acquittée par le Payeur, dans la limite d'une dépense subventionnable de 2 500 €.

Cette participation du SICECO est exclusivement réservée aux membres du SICECO (communes ou EPCI) pour des branchements situés dans des communes ayant transféré la compétence optionnelle « distribution de gaz naturel ».

3. Energie renouvelable

Un des enjeux majeurs pour la distribution de gaz est de développer la production de biométhane injectable dans le réseau.

Depuis le 30 novembre 2017, les raccordements au réseau des installations de méthanisation bénéficient d'une réfaction de 40 % sur le coût de raccordement.

Le règlement actuel prévoit d'abonder cette réfaction en octroyant une aide complémentaire de 20 % sur le coût de raccordement au réseau de ces installations sous réserve que le projet soit porté par une société à capitaux publics majoritaires, la dépense subventionnable étant plafonnée à 50 000 €.

Il est proposé de conserver cette aide en modifiant la condition d'octroi qui serait étendue à tout projet porté par une société avec capitaux publics.

Cette participation du SICECO est exclusivement réservée aux projets situés dans des communes ayant transféré la compétence optionnelle « distribution de gaz naturel ».

Le président propose que ces nouvelles mesures d'aide soient activées à compter du 1^{er} janvier 2026 (la date du devis de branchement ou de la proposition de raccordement émise par GRDF) et intégrées dans le règlement financier du SICECO actualisé en fin d'année 2025.

Après en avoir délibéré,

Le Comité décide :

- De conserver les taux de subvention sur les extensions gaz à la charge des communes à 50% de la contribution demandée à la Commune par le concessionnaire, avec plafond de dépense subventionnable de 40 000 €,
- de subventionner à 40 % du montant total HT les travaux de branchement gaz, justifiés par la facture GRDF acquittée par le Payeur, dans la limite d'une dépense subventionnable de 2 500 € au bénéfice des communes et EPCI,
- d'apporter 20 % supplémentaires à la réfaction de 40 % déjà mise en place, assortis d'un plafond de dépense subventionnable de 50 000 € pour les projets de méthanisation portés par des sociétés avec capitaux publics

→ d'autoriser le Président du SICECO, Jacques Jacquenet, à signer toutes les pièces administratives nécessaires à l'instruction des dossiers.



Dijon, le novembre 2025

Le Président du SICECO

Jacques Jacquenet

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE

en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification